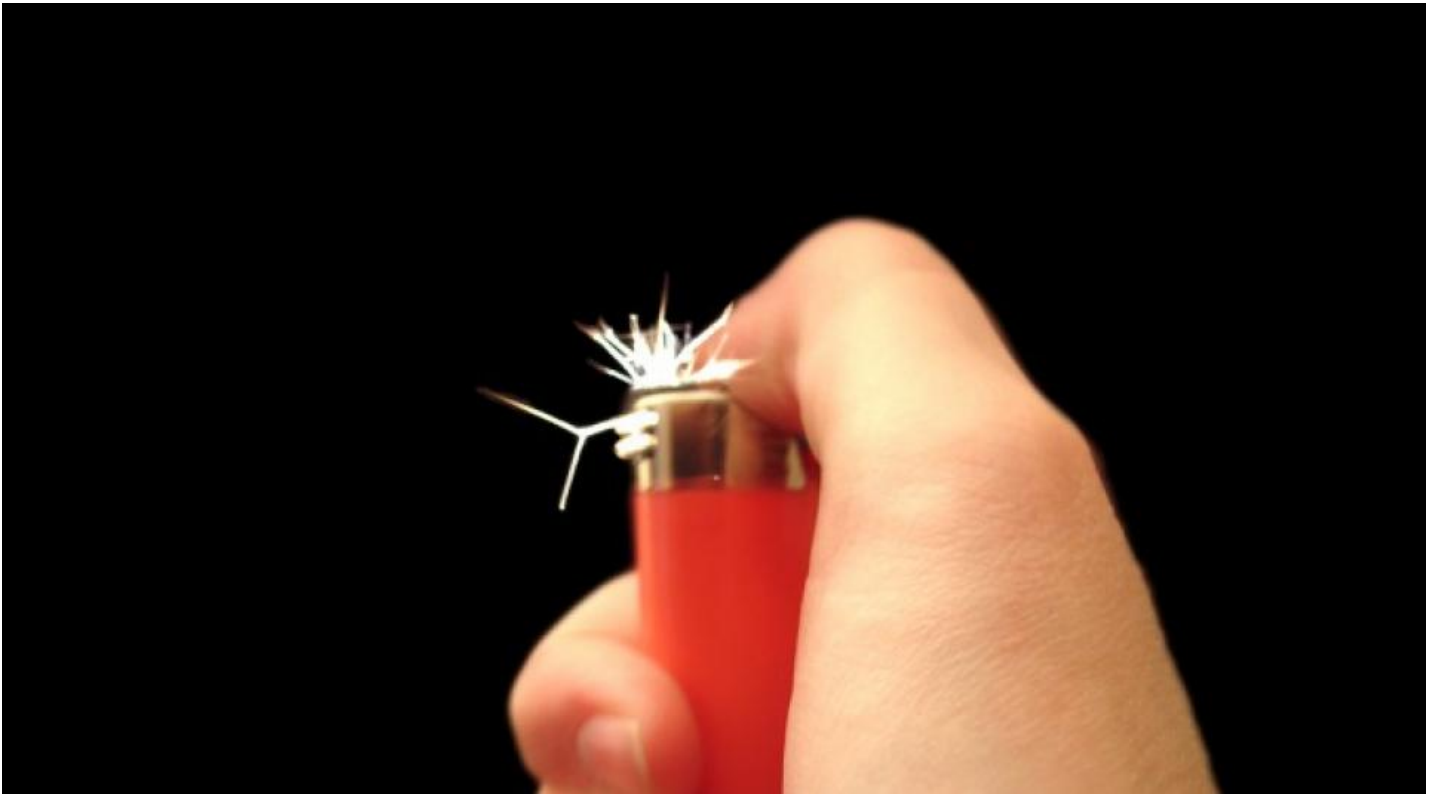


L'étincelle corse : pourquoi la mèche de l'explosion du système politique français est bel et bien allumée



Alors que 43% des Français ne condamnent pas le saccage d'un lieu de prière à Ajaccio la semaine dernière, la société française est aujourd'hui sur une pente dangereuse. Le délaissement de certains quartiers par l'Etat pousse de plus en plus de citoyens à tolérer les pulsions d'auto-défense. Un constat qui pourrait bien s'avérer périlleux pour la nation française.

Avec Yves Roucaute
Avec Hayette Hamidi
Avec Jérôme Fourquet

Atlantico : L'agression de pompiers corses le soir de Noël a déclenché une grande vague d'émotions sur l'île, avec des manifestations à Ajaccio et le saccage d'une salle de prière musulmane. Mercredi, Atlantico publiait un sondage ([voir ici](#)) montrant qu'une part importante de la population française approuve ou comprend ces actes de réponse. Est-ce que, selon vous, cela signifie que l'Etat français doit agir de toute urgence pour ne pas laisser proliférer ce genre de situations ?

Jérôme Fourquet : Bien évidemment. Les chiffres du [sondage](#) montrent le niveau d'exaspération très impressionnant de toute une partie de la population vis-à-vis de ces affaires à répétition. C'est, hélas, presque banal que des pompiers appelés volontairement sur un incendie soient très violemment pris à partie et que certains d'entre eux soient blessés. Face à l'idée selon laquelle on laisserait courir les délinquants dans ces quartiers-là et que la situation empirerait, on approuve de plus en plus les réactions violentes. Pour reprendre l'expression de Max Weber, l'Etat doit conserver le monopole de la violence légitime. Il faut donc urgemment que l'Etat fasse preuve de détermination. Le deuxième élément majeur de cette enquête, c'est que nous constatons dans toute une partie de la population un continuum qui s'opère entre violence des banlieues, radicalisation islamiste et menace terroriste. Si l'Etat n'intervient pas pour casser de toute urgence cette chaîne, la France risque d'être confrontée à des tensions croissantes dans les mois qui viennent.

>>>> A LIRE AUSSI : [Violente manifestation de représailles en Corse : les Français ne sont "que" 41% à la condamner et 87% pensent qu'elle pourrait se reproduire dans d'autres villes de France](#)

Yves Roucaute : Qui peut être étonné par ce sondage ? Ma surprise vient de la réaction du gouvernement qui semble ne rien comprendre à la situation et qui persiste dans sa politique de l'autruche. Il suffit de voir la réaction de Paris face aux exactions corses, ou à la montée du nationalisme corse, pour voir que cette classe politique socialiste est autiste. Elle est incapable de se remettre en cause. Elle est incapable de se poser cette simple question : "Comment en est-on arrivé là ?". Elle ne le veut pas car cela reviendrait à constater ce fait : elle est responsable, donc coupable. Et une partie de la droite avec elle. Dire que les coupables, ce sont les autres,

les Corses par exemple, est tout simplement ahurissant. Cette posture insouciant est la marque d'une absence abyssale de pensée politique. Elle est dangereuse, car si rien n'est fait, la crise d'autorité peut conduire à une crise de légalité, et c'est ce qui commence à se voir aujourd'hui. Cela signifie que les citoyens ne respecteront plus les lois. C'est ce qui s'est passé en Corse. Ce qui pourrait se passer demain sur le continent, à Béziers ou ailleurs. Et cette crise de la légalité serait la porte ouverte à la crise de régime qui emporterait la nation dans la guerre civile. Nous n'en sommes pas là, heureusement. Nous avons une chance fantastique qu'il faut saisir : la Corse vient de tirer le signal d'alarme. C'est en quelque sorte le laboratoire de la République. Écoutons-la.

La Corse indique que nous avons affaire à un phénomène qui touche la société française dans son ensemble, une société qui n'en peut plus du laxisme. Nous sommes dans une situation que De Gaulle qualifierait d'abdication de l'Etat. L'Etat ne répond plus à sa première mission : la protection de la population, notamment en termes de libertés fondamentales, telles que la liberté de propriété de son corps et de ses biens, l'égalité de dignité de l'homme et de la femme, pas plus qu'il ne préserve le mode de vie français. Des zones entières sont des zones de non-droit qui voient impunis des comportements d'incivilités et des actes très violents. Des centaines de voitures brûlées tous les week-ends en France, des insultes contre les femmes, des agressions physiques, des trafics de drogue, des attaques contre des forces de l'ordre, contre des médecins de nuit ou des pompiers. Dans quel pays cela serait-il acceptable ? Pour tous les Français, c'est une situation extrêmement grave et inacceptable.

Clairement, les premiers responsables de la situation que nous connaissons en France, ce ne sont pas les nationalistes corses, ce ne sont pas même ceux qui ont attaqué le quartier des Jardins de l'empereur à Ajaccio, ce sont les hommes politiques qui ont démissionné de leur responsabilité républicaine sous prétexte d'attribuer systématiquement les actes délinquants et criminels à la pauvreté, à la misère, au chômage. Allez dire cela aux plus pauvres de nos concitoyens ? Allez dire cela aux bergers Corses qui croient en la responsabilité ? Les Corses disent tout haut ce que la France des cafés murmure. Terroriser les citoyens ordinaires qui veulent seulement vivre tranquillement leur recherche du bonheur individuel, cela suffit ! Comme le disait mon ami Charles Pasqua, dont la parole de responsabilité républicaine nous manque tant en ce moment, le temps est venu de terroriser racaille et terroristes. La seule question est "comment ?".

A cette question les Français ont commencé à répondre négativement : pas par cette élite qui nous gouverne. Ils ont clairement sanctionné ceux qu'ils jugent responsables de cette abdication de l'Etat lors des dernières élections régionales. Ils ont désavoué le Gouvernement français et ses soutiens à un point que nul ne semble avoir souligné. Le Parti socialiste a eu environ 23% des voix exprimées, donc 12% des inscrits. Cela signifie que 88% des gens ne l'ont pas soutenu. Nul ne s'en inquiète à l'Elysée ? Et quand on voit l'effondrement de l'extrême-gauche révolutionnaire qui joue systématiquement un laxisme paroxysmique contre les valeurs de la République, la messe est dite pour cette gauche qui n'est pas à la hauteur de la nation. Nous avons affaire à une vraie crise de représentativité puisque les Français n'apportent pas leur credo à ce gouvernement.

La Corse, par sa grande sensibilité aux errements de la République, dénote donc d'abord l'étendue du drame. La situation est d'autant plus grave que cette crise de représentativité se double d'une crise d'autorité. Nous avons un vrai problème d'autorité. Quels que soient les discours de François Hollande et du Gouvernement Valls, les Français ne les croient plus. Et le fait d'être incapable de se demander comment on en est arrivé à voir des centaines de Corses attaquer une cité de non-droit, ou de quasiment non-droit, montre que cette irresponsabilité gouvernementale reste globale.

La Corse est précisément intéressante car cette sensibilité de la population, cette susceptibilité diront certains, est un vrai thermomètre. C'est une susceptibilité morale. Elle tient à l'histoire de la Corse, où le respect de la vie, le respect de ceux qui la donnent, le respect de ceux qui préservent la communauté, des médecins, prêtres, pompiers par exemple, n'est pas négociable. La seule exception vient du rapport à ceux qui représentent l'Etat français.

D'ailleurs, durant la guerre, force est de constater la puissance de la résistance française et le soutien aux Juifs sur l'île qui avait décidé de vivre selon ses valeurs au risque de la vie de leurs habitants. C'est cela qui est intéressant dans ce coin du monde : on ne transige pas quand il en va de l'honneur et l'honneur d'être corse c'est aussi celui de ne pas transiger sur les valeurs de dignité.

Cela peut être pour des raisons d'insularité, mais surtout pour des raisons religieuses. Il ne faut jamais oublier que la première constitution corse, qui date de 1755, se place sous l'égide de la Trinité et de Marie. Les habitants considèrent que déroger au respect de la vie et de la dignité humaine est la marque de la pire des immoralités. Même les phénomènes de vendettas ou de violences qu'on retrouve parfois en Corse, condamnés d'ailleurs au XVIIIème siècle par Pasquale de Paoli, ne sont jamais tournés vers les femmes, les enfants, les médecins, les pompiers, les gens qui sont au service de la population. Or, les Corses ont constaté que la sécurité de la vie des Corses eux-mêmes n'était plus assurée par l'Etat. Idem pour la sécurité des biens. Ils constatent que ceux qui risquent leur vie pour les sauver, les pompiers par exemple, sont attaqués. Dès lors, on peut évidemment se dire que les violences en Corse sont moins importantes en volume et en proportion que sur le continent mais c'est oublier que tout est affaire de sensibilité. Tendre un guet apens à des pompiers méritent pour les Corses une réponse féroce. Qui peut dite le contraire ? Elle devrait être celle de l'Etat et elle ne l'est pas.

Certes, cet Etat incapable d'assurer les libertés fondamentales ne produit pourtant pas sur le continent de tels comportements. En tout cas, pour l'instant. Le degré d'acceptation du dérèglement moral est plus fort. Je crois qu'il y a une plus forte résilience en France. Pour l'instant, le continent n'est pas prêt à violer les lois de la République pour se porter au secours des gens attaqués ou pour faire justice eux-mêmes. Cette résilience française explique aussi que le continent se garde de réactions racistes tournées vers nos compatriotes musulmans. Les Français, dans leur ensemble, veulent de l'ordre, mais un ordre républicain, qui préserve tous ceux qui, quelle que soit leur confession, quelle que soit leur origine, sont des patriotes.

Et si je comprends la colère corse, comme tous ceux qui ont tout simplement du bon sens, il me semble incroyable de voir qu'à aucun moment les partis au pouvoir n'ont été expliquer à ces jeunes Corses que leur légitime colère était mal orientée. Il faut leur dire, à ces jeunes qui ne sont pas tous des racistes, contrairement à ce que prétend ce gouvernement, qu'autour de Napoléon comme autour du Général de Gaulle, dans les tranchées de 14-18 comme dans la guerre contre le djihadisme, il s'est toujours trouvé des patriotes musulmans pour sacrifier leur vie pour notre pays. Il faut leur dire, à ces Corses qui ont le sang chaud quand on touche à leurs valeurs que la pire des illusions est de croire que l'on puisse gagner la guerre contre le djihadisme, pour la patrie, pour le peuple corse compris, sans l'appui de nos frères en humanité musulmans.

Hélas, nous connaissons deux phénomènes qui nous laissent penser que nous ne sommes pas loin de la crise de légalité. Le premier, c'est le fait que certaines villes, et je pense à Béziers, commencent à développer l'idée que l'on pourrait créer des sortes de milices qui

permettraient d'assurer la sécurité. Le second, c'est que l'Etat assure insuffisamment ses fonctions régaliennes, contraignant la population à les prendre en charge, si rien n'est fait. Car, tant pis pour le politiquement correct, je crois profondément que les citoyens sont en droit d'assurer leur sécurité si l'Etat ne l'assure pas.

Or, et nous revenons sur le premier point, je constate un grand paradoxe à gauche. Depuis des lustres, l'idéologie laxiste de la gauche explique, et finalement justifie, les viols de la loi républicaine dans certains quartiers, par la pauvreté, le chômage. La faute n'est jamais vraiment celle des coupables. Il est quand même paradoxal de voir que quand des Corses attaquent un quartier, quand leur colère apparaît en pleine lumière, quand bien même elle s'oriente vers des ennemis imaginaires au lieu de se tourner vers des ennemis réels, la racaille et les islamistes, nous n'avons pas, à gauche, le début d'un discours pour expliquer le phénomène. Les élites ne sont pas à la hauteur des demandes de la nation. Elles ne sont pas même capables d'orienter la colère qui gronde. C'est cela qui est le plus inquiétant.

Hayette Hamidi : L'Etat doit rester le seul garant du maintien de l'ordre public dans notre démocratie. Les événements qui se sont produits en Corse illustrent dramatiquement bien la réalité de nombreux quartiers français. L'Etat apparaît affaibli et les citoyens ne se sentant plus protégés, s'arrogent le droit d'intervenir eux-mêmes. Nous avons déjà observé ce phénomène, pour les campements illégaux de Roms à Marseille, qui avaient provoqué la colère des riverains et ces derniers ne supportant plus les nuisances et la passivité des pouvoirs publics, avaient mis le feu aux caravanes. L'émotion est forte et à la hauteur de l'agression particulièrement intolérable dont ont été victimes ces pompiers. Les pompiers français risquent leur vie au quotidien pour sauver celle de leurs concitoyens et particulièrement celle des habitants des quartiers populaires : ils doivent être protégés et leur statut sacralisé. S'en prendre aux anges gardiens de la Cité sans défense est donc un acte parfaitement lâche et scandaleux : le nihilisme dont font preuve ses auteurs est effrayant et révèle leur mépris absolu pour les symboles étatiques. Dans le même temps, l'amalgame entre ces délinquants et un lieu de culte est inacceptable. La communauté musulmane corse est doublement victime : tout d'abord comme tous les autres habitants, elle subit une discrimination territoriale face à l'accès aux soins et aux services publics, parce que les pompiers n'entreront plus aussi rapidement dans ces territoires, et elle se retrouve également victime de cette profanation et d'insultes racistes des manifestants. Je fais pourtant confiance à la sagesse du peuple de Pasquale de Paoli pour conserver un esprit fraternel entre les habitants corses, y compris ceux de confession musulmane.

Peut-on parler de risque de guerre civile en France dans un futur plus ou moins proche ?

Jérôme Fourquet : La situation est suffisamment inflammable et instable pour ne pas agiter le chiffon rouge. Néanmoins, ces événements qui se sont produits à Ajaccio, dans un contexte particulier, ont eu un très fort retentissement en France sur le continent, et ne sont clairement pas à prendre à la légère. Au regard des chiffres que nous avons observés, ils sont à prendre comme un signal d'alarme ou d'alerte tout à fait préoccupant.

Yves Roucaute : Nous sommes au bord de la crise de la légalité. Or, cette crise peut conduire à l'autodéfense, à la révolte, à une crise de légitimité. Cela signifierait qu'à ce moment-là, les institutions elles-mêmes ne deviendraient plus légitimes. Ce moment-là est effectivement celui de la guerre civile. Nous en sommes encore loin. La France reste assise sur le respect de la République. La population française tient bon sur ses valeurs. La position des Corses qui ont investi le quartier des jardins de l'Empereur ne me paraît pas adaptée. Précisément parce que la France est encore assez forte pour régler les problèmes qui lui sont posés et débarrasser le pays des élites politiques incompetentes. Néanmoins, si l'Etat français continue à abdiquer, à tergiverser, tout est possible. Et le petit jeu qui consiste à laisser la crise se développer en espérant ainsi laisser le FN monter, affaiblir la droite et trouver des voix aux présidentielles a quelque chose de pathétique. Il est temps que le Gouvernement cesse ses atermoiements et ses jeux politiques qui consistent à faire plaisir au centre, à la gauche, à la gauche de la gauche. Il nous faut une stratégie de défense de la République.

Selon vous, comment en est-on arrivés là ? Les pompiers, policiers, enseignants, médecins de ces quartiers ont-ils été suffisamment soutenus face à ces problèmes ?

Hayette Hamidi : Pour commencer par une profession que je connais bien, les professeurs d'école, ces enseignants se sentent littéralement abandonnés par leur hiérarchie, à tel point qu'être affecté dans ces zones est vécu comme une punition, un très mauvais moment à passer, qu'on tentera d'écourter par tous les moyens possibles. Le temps n'est plus à l'instruction, il est à la garderie et pour ceux qui en ont le courage, à une assistance psychologique. L'Éducation nationale est incapable de s'adapter aux spécificités de ces territoires. Le dogmatisme de l'égalitarisme produit exactement ce contre quoi il est censé lutter : l'échec scolaire et, avec, le désespoir de toute une population qui se paupérise. Tant que les hauts fonctionnaires de la rue de Grenelle ne comprendront pas qu'on n'enseigne pas de la même façon à une classe où 80 % des élèves ont des parents qui ne parlent pas français, l'impasse sera toujours la même. Concernant les médecins, un bon nombre d'entre eux ont déjà déserté ces quartiers, car trop souvent rackettés et harcelés par les délinquants et débordés par une patientèle extrêmement précarisée. Quant aux forces de l'ordre, c'est peu dire que leurs revendications ne sont pas entendues : aucune autre profession en France n'accepterait de telles conditions de travail !

Yves Roucaute : La France en est là parce que depuis 30 ans, le laxisme au nom du droit à la différence et au nom des politiques d'intégration règne sur ce pays. Jamais dans aucun autre pays il n'est acceptable de voir des gens réclamer le droit de ne pas respecter l'ordre social, politique et moral. On n'imagine pas en Arabie Saoudite des femmes tenir un volant et se balader sans foulard. On n'imagine pas en Colombie des enfants ne pas saluer le drapeau. Chaque pays a ses mœurs. Il est inadmissible qu'en France certains pensent qu'il est possible de violer les règles de vie commune, soutenus en cela par de prétendus républicains qui acceptent de voir violer le socle républicain. Sous l'influence de ces soixante huitards attardés nous avons laissé faire, porter le niqab dans les rues, laissé siffler la Marseillaise dans les stades, brûler les voitures dans les cités. C'était toujours la faute de la France et les coupables étaient des victimes. Tout cela n'est pas une posture républicaine, c'est une posture d'affaiblissement du pays. L'islam, l'hindouisme, le bouddhisme n'y sont pour rien. La faiblesse de l'Etat y est pour tout. L'incapacité des élites, qui n'ont pas de structure théorique, y joue beaucoup. Nous pouvons vivre en paix dans le respect de nos différences à condition d'accepter nos valeurs communes. Cela n'a pas été fait. Et donc, petit à petit, nous faisons face au résultat de 30 ans de laxisme, d'abdication de l'Etat et de reddition morale.

D'après les chiffres officiels, 400 actes anti-musulmans ont eu lieu en 2015, soit une augmentation de 200% par rapport à 2014. Un tel chiffre ne préfigure-t-il pas une prévisible montée des tensions ?

Hayette Hamidi : Le racisme, l'antisémitisme et les actes anti-musulmans n'auront jamais droit de cité dans notre pays. Ce chiffre inquiétant révèle les tensions actuelles qui parcourent notre société, mais il ne doit pas devenir le seul prisme de lecture pour chaque incident. Il est de notre responsabilité à tous de combattre avec force tous les discours de haine, d'où qu'ils proviennent, et il est d'ailleurs inquiétant de constater de nouveaux discours racistes, anti-blancs, prononcés par ceux-là mêmes qui prétendent défendre une population persécutée. Il appartient également aux responsables religieux et associatifs de ne pas alimenter ce sentiment anxiogène, ce qu'ils font dans leur grande majorité avec beaucoup de sagesse, mais certains leaders 2.0 participent à la propagation de la moindre rumeur et enflamment la toile, particulièrement quand il s'agit d'actions policières délicates dans un pays en état d'urgence. Les réseaux sociaux ont malheureusement cette extraordinaire capacité à transformer un délit d'insubordination ou un refus d'obtempérer, en acte héroïque de résistance. Il faut pourtant faire preuve de sérénité et de responsabilité en pareille situation : on ne peut raisonnablement pas prétendre lutter contre une stigmatisation quand on l'instrumentalise par ailleurs. C'est bien le problème des prophéties autoréalisatrices, à force de craindre et de parler d'une guerre civile, elle se produira ! Nous sommes donc ici au cœur des prérogatives régaliennes : si le ministère de l'Intérieur n'assure pas la sécurité de tous les Français de la même manière, et avec la même détermination, il prendra clairement le risque de laisser s'étendre un climat insurrectionnel.

Yves Roucaute : La responsabilité du Gouvernement est totale, et pas seulement celle du Gouvernement actuel. Nous avons laissé monter le sentiment antimusulman car l'Etat a été incapable d'assurer la protection des biens et des personnes et le maintien de ce mode de vie à la française. Le laxisme politique et moral a conduit à cette situation où la France a besoin des boucs-émissaires.

Dans le même temps, la mauvaise gouvernance a été incapable d'assurer l'assimilation des valeurs pour l'ensemble des populations et de sanctionner ceux qui refusaient cette assimilation. Nous n'avons aucun problème avec des gens de confession bouddhiste, hindouiste, musulmane, confucéenne ou autres. Nous avons des problèmes avec des gens qui ne veulent pas accepter nos valeurs morales, notamment le respect de la propriété de son corps et de ses biens, la libre communication des idées, l'égalité de dignité de l'homme et de la femme. Nous avons des problèmes avec des gens qui ne supportent pas notre mode de vie et nos coutumes, jusqu'à refuser de chanter la Marseillaise, trop difficile à apprendre, paraît-il, pour certains footballeurs qui utilisent leur tête uniquement pour frapper dans des balles.

Ces gens-là, pour une part, se retranchent derrière l'islamisme djihadiste. Il est donc facile pour une pensée faible d'attribuer les problèmes du pays à l'islam, alors que le vrai problème est celui d'un Etat qui n'assure pas à la France le maintien de son mode de vie et la pérennité de ses valeurs. Les djihadistes sont une ultra-minorité, et ceux qui sont nés ou habitent en France, sont les ennemis de nos compatriotes musulmans comme ils sont les nôtres. Les musulmans de France peuvent parfaitement, et ils l'ont démontré en donnant leur vie pour notre pays, ce qui est pour moi l'ultime critère, être de grands patriotes. La question n'est donc pas celle de l'islam, c'est celle du délitement de la République et de ce laxisme face à la montée du djihadisme, des Frères musulmans, et, aussi, du salafisme, trop souvent confondu avec les deux premiers, avec lequel il est possible de passer des alliances, mais qui n'est pas compatible avec le mode de vie à la française.

Après les attentats djihadistes, la société française s'est-elle montrée suffisamment résiliente selon vous ? Les actes de violence réelle contre les musulmans sont encore rares et les partis politiques ont été plutôt prudents dans leurs réactions.

Yves Roucaute : Je pense que la France a une résilience extraordinaire. Je ne sais même pas si un autre pays possède autant d'assurance quant à ses valeurs, dont celle d'égalité de dignité et de liberté de croyance, quand cette croyance ne va pas contre les valeurs universelles qui sont son socle moral. La France est extrêmement pacifique. Nation fondée non sur une vision ethnique mais sur le partage des valeurs universelles et le respect de son mode de vie, elle est généreuse et ouverte. Elle grogne, mais ne hait point. C'est pourquoi certains en profitent. Cette force, ils la voient comme une faiblesse. C'est pour cela que la crise en France est aussi violente. Car il y a un moment où l'abus de confiance envers cette France généreuse conduit à la crise. La France est le pays des crises.

Si aux Etats-Unis des individus sifflaient l'hymne national, ils seraient immédiatement lynchés. En Algérie, brûler le drapeau conduit en prison. Quand des Français nés en France avec ou sans double nationalité se permettent de vivre contre les lois des pays, voire d'attaquer le pays, cela conduirait dans tout autre pays à des sanctions sévères et aucun dirigeant politique ne pourrait dire que des mesures de coercition, de dénaturalisation et d'enfermement immédiat ou de neutralisation lui posent des problèmes.

Le signal corse est un bon signal. Il faut le prendre de manière positive. Le continent est dans une situation où, s'il explose, la violence sera extrême. Bien plus forte qu'en Corse comme le démontre l'histoire de France. Et canaliser cette violence pour empêcher des forces démagogiques d'envoyer le pays dans le mur ne sera pas simple. La résilience ne doit pas signifier faiblesse mais attente patiente de la part de la population d'une intervention ferme de l'Etat. Il y a seulement un moment où la patience ne se peut plus.

On ne peut donc pas être certain aujourd'hui que la résilience française va durer...

Yves Roucaute : Elle ne durera pas, c'est une certitude absolue. Si l'Etat ne prend pas les mesures pour assurer la vie et les valeurs du pays, les démagogues vont en profiter et la violence règnera. C'est absolument certain. Toute l'histoire le démontre.

S'ils sont minoritaires aujourd'hui, des hommes comme Philippe de Villiers ou Robert Ménard et ses milices citoyennes ont des discours qui encouragent les tensions et pulsions de guerre civile...

Yves Roucaute : Ces gens dont vous parlez sont des symptômes d'une crise morale et profonde de la France, ainsi que d'une insatisfaction vis-à-vis de la politique de l'Etat. Ils sentent le mécontentement profond du pays et essayent d'en profiter. Leurs perspectives politiques sont, à mon avis, nulles. Ils sont pris entre le Front national, les Républicains (dont j'attends un discours cohérent et de fermeté républicaine) et la droite socialiste qui essaye de tenir un discours sécuritaire pour affaiblir la droite. Toutefois, le sentiment de mécontentement, la passion coléreuse, auxquels ils font référence sont de plus en plus puissants. Et la gauche sera incapable de mener à bien la politique que les Français réclament à moins d'exploser. Le FN n'est pas non plus en position de tenir les valeurs universelles de la République et une politique sécuritaire. Le seul espoir vient des Républicains. Il leur appartient d'écarter définitivement toutes les pensées molles qui agitent des courants qui ne comprennent rien à la situation. Le sort du pays ne se joue pas dans le laxisme, la compromission avec les idéologies soixante-huitardes, mais dans la fermeté sur la défense des valeurs de la

Je suis sidéré par certains propos tenus par des gens comme Alain Juppé ou Nathalie Kosciusko-Morizet qui à l'évidence devraient produire des analyses concrètes de situation au lieu de plans en deux fois deux parties, et de jeux partisans à courte vue. Leurs propositions et leur absence de volonté claire et ferme, seraient un danger pour le pays, si elles étaient retenues. Ne pas agir avec détermination, c'est l'assurance d'aller vers une crise de légitimité. La France doit retrouver l'esprit de Georges Pompidou, qui consiste à assurer les fonctions régaliennes de l'Etat en libérant les énergies pour assurer la concorde des Français et la puissance de la France.

Peut-on dire que les pouvoirs publics ne veulent pas admettre que ces problèmes n'arrivent pas dans n'importe quels quartiers ? Est-ce qu'il n'y a pas une politique de l'autruche de la part de nos gouvernants ?

Yves Roucaute : Il y a une politique de l'autruche de nos gouvernants. Ils ne savent pas ce qu'est une politique d'assimilation. Ils croient que c'est une politique de refus de la différence individuelle. Il est acceptable que des juifs ou des musulmans ne consomment pas de porc. Il est acceptable que des hindouistes ne consomment pas de bœuf. Mais il est inacceptable que quiconque refuse les valeurs universelles, telle l'égalité de dignité entre hommes et femmes, ou le respect du mode de vie à la française, par exemple en empêchant son voisin d'ingérer un pâté de sanglier. Faute de savoir ce qu'est une politique d'assimilation, les pouvoirs politiques ont joué une politique d'intégration absurde. Au point qu'il est devenu interdit de savoir l'origine de nos concitoyens. Quand il y a des problèmes, nous sommes donc incapables de les régler.

Ainsi, nous ne pouvons pas traiter de la même façon les problèmes de populations qui viennent du Togo, d'Algérie, de Chine ou du Japon ! Si on veut assimiler ces populations, on doit pouvoir les comprendre, les pénétrer, leur parler. Le grand paradoxe des politiques d'intégration, c'est qu'elles sont abstraites. Ce sont des politiques générales qui ne connaissent pas les populations auxquelles elles s'adressent. La politique d'assimilation est, elle, une politique concrète. Je veux savoir d'où tu viens, pour t'aider à devenir citoyen de ce pays et à régler tes problèmes d'apprentissage des valeurs communes et de respect du mode de vie du pays qui te reçoit et te donne soins, éducation, moyens de vivre.

Il ne s'agit pas pour la France d'aller vers les autres pour se mettre au diapason de ces autres-là et de rogner ses valeurs avant de les renier. Il s'agit pour la France, droite dans ses bottes, d'aider les autres à acquérir ses valeurs. Ce n'est pas la France qui doit s'abaisser, ce sont les autres qui doivent s'élever pour adhérer à la France. C'est cela que la gauche et la droite laxistes ont oublié, faute de culture historique et philosophique. C'est ce sens de l'appartenance, avec ses devoirs, qu'il faut retrouver, et, pour la plupart des hommes politiques, réapprendre. Le racisme, l'antisémitisme et les actes anti-musulmans n'auront jamais droit de cité dans notre pays.

Les fréquentes accusations de laxisme de la justice française à l'égard de certains délinquants ont-elles, selon vous, contribué à créer un sentiment d'impunité qui a engendré un sentiment d'abandon dangereux pour la cohésion nationale ? Une cohésion nationale que Manuel Valls a encore une fois défendue mercredi dans Le Parisien.

Hayette Hamidi : Le sentiment d'impunité a clairement été favorisé avec la suppression des peines planchers pour les personnes en situation de récidive légale au début du quinquennat de François Hollande. Cette décision qu'aucun argument crédible ne saurait justifier, devait permettre de libérer des places en prison, mais sans cohésion territoriale. En effet, il existe clairement une rupture d'égalité devant la loi de tous les citoyens sur notre territoire : il est proprement inadmissible de voir des délinquants jugés avec beaucoup de clémence par un tribunal de banlieue, quand les mêmes actes verront leurs auteurs écoper de peines bien plus sévères, parce que sur un département de France où les services de justice sont moins saturés. Lorsque dans un système judiciaire les peines relèvent plus du symbole que de la sanction, par faute de moyens et de volonté politique pour les appliquer, comment voulez-vous continuer à motiver les équipes policières qui font un travail de fourmis extraordinaire mais totalement vain ? De la même façon l'absence de places en milieu carcéral en nombre suffisant est indigne de notre pays. Une des conséquences effectives de cette défaillance, c'est purement et simplement la non-application des peines. C'est aussi cela la cohésion nationale : il ne doit pas exister de territoires français où le droit est moins appliqué, que ce soit en Corse ou en Île-de-France.